

La voix de l'opposition de gauche

Banques. Les « tests de résistance » ou l'engrenage infernal qui conduit à la révolution.

Le 11 avril 2011.

La solidité des banques est devenue la préoccupation numéro un des gouvernements en Europe.

Et de trois. L'Europe se prépare à soumettre ses banques à un troisième round de tests de résistance. L'objectif est toujours le même: rassurer les marchés sur la solidité du système bancaire européen. Et donc permettre à ce dernier de se financer sans le secours de la Banque centrale européenne.

Il s'agit cette fois pour les 91 banques européennes soumises au «check-up» de franchir une barre plus élevée de 5% de fonds propres «durs», même en cas de tempête sur l'immobilier, de remontée brutale des taux ou encore d'augmentation des coûts de financement. En juillet dernier, les investisseurs avaient jugé les stress tests peu crédibles. D'ailleurs, quatre mois après avoir vu leur bulletin de santé tamponné par la BCE, deux banques irlandaises avaient appelé au secours.

L'an dernier, les tests de résistance avaient mis en lumière un besoin de fonds propres de seulement 3,5 milliards d'euros. Depuis, les Deutsche Bank, BBVA et autres Standard Chartered ont augmenté leur capital de 10,5 milliards, en partie pour financer des acquisitions, en partie pour se préparer aux exigences accrues de Bâle 3. Mais on est toujours loin du compte. En additionnant le «trou» de 24 milliards d'euros des banques irlandaises, les 50 milliards que pourraient coûter les «cajas» en Espagne, les 20 milliards estimés sur les banques italiennes, et même les 11 milliards annoncés la semaine dernière par Commerzbank, la barre des 100 milliards d'euros de besoins de fonds propres est franchie allègrement.

Les annonces se succèdent. Outre Commerzbank, l'italien Intesa a dévoilé la semaine dernière son intention de lever 5 milliards.

Les marchés veulent croire que, quatre ans après l'explosion de la bulle du crédit subprime aux États-Unis, le Vieux Continent est en passe de contenir la contagion. Les gouvernements, en effet, ont commencé à se préoccuper de la solidité de leur système bancaire. La perméabilité entre les banques et les États n'a jamais été aussi manifeste. L'hiver dernier, les déboires des Anglo Irish Bank et autres Bank of Ireland contraignaient l'Irlande à demander l'aide de l'Europe et du FMI. Inversement, c'est sous la pression de ses propres banques, étranglées par la dégradation du risque souverain portugais, que Lisbonne a été contraint, la semaine dernière, à accepter la bouée de sauvetage.

Alors, renforcer les fonds propres jusqu'où? Le fossé se creuse entre, d'un côté, les ratios de solvabilité élevés - au-dessus de 10% - fixés par le régulateur suisse, auquel le britannique pourrait emboîter le pas et, de l'autre, les allemands et les français, qui mettent en garde contre le risque de surenchère. Le débat est loin d'être achevé. (lefigaro.fr 10.04)

Analyse.

Le capitalisme se développe et ne peut survivre que grâce au crédit, à l'endettement des banques et des industriels avec l'accord de l'Etat.

Une banque qui prête à ses clients 100 milliards d'euro est tenue au mieux de disposer d'un capital en fonds propres correspondant à 5% de cette somme, soit 5 milliards d'euros. Comme garantie annexe ou fond de roulement ou trésorerie en caisse, elle dispose de l'argent des épargnants qui ont placé leur argent en banque. Les banques empruntent aussi de l'argent à d'autres banques ou institutions financières dont les fonds appartiennent à de riches épargnants.

Elles font de l'argent avec l'argent des autres, la différence entre les taux d'intérêts auxquels elles octroient leurs prêts et ceux auxquels elles empruntent de l'argent constituent leurs profits, s'y ajoute la spéculation sur les marchés financiers de la planète, les actions, les produits dérivés et toute une panoplie de transactions financières plus ou moins opaques, sans oublier les monnaies.

Que survienne une crise et qu'elles doivent soudainement rembourser leurs créanciers et elles en sont incapables évidemment, il en a toujours été ainsi, donc rien de nouveau de ce côté-là. En revanche ce qui est nouveau, c'est qu'ils prétendent qu'il serait possible d'éviter une telle situation, ce qui est impossible et s'inscrit en contradiction avec le fonctionnement même du capitalisme qui par nature comme nous l'avons dit au départ vit, se développe et survit uniquement grâce au crédit qu'il s'accorde à lui-même.

Dès lors on comprend qu'il n'y aura jamais de fin à leurs "*tests de résistance*" des banques, c'est un engrenage infernal qu'ils ont mis au point et auquel les banques devraient se soumettre pour assurer la stabilité financière des marchés et des Etats, alors qu'en réalité c'est uniquement un prétexte pour exiger des Etats qu'ils saignent à blanc les travailleurs, qu'ils taillent en pièces leurs droits sociaux et privatisent, aux profits de l'aristocratie financière qui exige toujours plus de garanties de solvabilité de la part des banques auxquelles ils prêtent de l'argent, sachant très qu'il sera toujours impossible aux banques de remplir cette condition.

Ils en sont à 5%, il leur reste donc encore pas mal de marge avant de parvenir à 100%, donc ce chantage inique à la crise et au chaos n'est qu'à son début.

L'aboutissement de ce processus est connu d'avance et infaillible : à force de conduire une masse toujours plus grande de la population à la pauvreté, donc à l'insolvabilité pour rembourser ses crédits, à force de pousser la marchandisation de la société à l'extrême jusqu'à inclure les besoins les plus élémentaire de la population, à force d'imposer des conditions de travail de plus en plus insupportables aux travailleurs, car pour survivre ils vont leur imposer des conditions d'exploitation toujours plus intenable, ils préparent les conditions nécessaires à une révolution socialiste qui aura pour tâche principale de liquider les fondements du capitalisme et les institutions politiques qui servent uniquement à les légitimer.

On est donc en droit d'affirmer que la théorie marxiste qui repose sur l'effondrement du capitalisme et la lutte de classe du prolétariat pour s'emparer du pouvoir se trouve (une nouvelle fois) confirmée par les faits. Ce que nous aurons maintenant rapidement la possibilité de vérifier.

Il ne reste plus à la classe ouvrière qu'à s'organiser et à construire dans chaque pays un parti basé sur cette perspective, sur le marxisme, et une Internationale ouvrière pour éradiquer de la planète le capitalisme.

Place au pouvoir des travailleurs, place au pouvoir des producteurs, place à la révolution mondiale et au socialisme !